



## Déclaration du SNUipp-FSU43 et du SNUDI-FO43 à la CAPD du 24 janvier 2017

Monsieur l'inspecteur d'académie,  
Mesdames, Messieurs,

Nous profitons de cette CAPD pour rappeler notre soutien plein et entier aux enseignantes et personnels territoriaux de l'école de Vieille-Brioude victimes de ce qui ressemble de plus en plus à une mise en cause organisée et généralisée.

La campagne de presse organisée autour de cette affaire, évoquant une douzaine de victimes et rapportant les propos mensongers et douteux d'un représentant de la FCPE est tout à fait détestable. Elle nuit gravement à la présomption d'innocence de nos collègues. Car s'il revient effectivement aux juges de juger, il nous semble important de rappeler qu'en l'attente de ce jugement toutes ces collègues doivent être considérées comme innocentes. Cette affaire constitue une épreuve difficile pour nos collègues et jette gratuitement le discrédit sur l'école publique, au-delà même de Vieille-Brioude.

Malgré cela, les soutiens de la part des parents d'élèves sont très nombreux et la pétition lancée par le SNUDI-FO 43 et le SNUipp-FSU 43 rencontre un accueil très favorable.

Nos collègues manifestent également massivement leur soutien, considérant que chacun d'entre eux pourrait être concerné. L'ingérence de plus en plus prégnante des municipalités, des parents, résultant de la loi de refondation/territorialisation de l'école républicaine et de la réforme des rythmes scolaires confirme qu'elles sont génératrices de telles situations.

Nous nous inquiétons également de la mise en cause de collègues pour « non dénonciation » de faits qui ne sont même pas avérés.

Comment pourra-t-on travailler collectivement dans les écoles si les collègues sont incités à s'épier et se dénoncer les uns les autres au moindre écart ?

Enfin nous regrettons le caractère tardif de votre venue à l'école de Vieille-Brioude et de la proposition d'aide de l'IEN de circonscription. Il nous aurait semblé plus opportun que l'institution se manifeste plus tôt, notamment au moment de l'enquête démesurée de la gendarmerie qui a fortement déstabilisé l'équipe. Les personnels qui ont besoin d'être épaulés et soutenus se sont sentis abandonnés par leur hiérarchie.

Surtout nous pensons qu'il est urgent que la Direction Académique rappelle avec insistance, notamment aux mairies, que la gestion des enseignants est de son seul ressort et ce en toute indépendance des pouvoirs politiques locaux.

Merci de votre attention.